

## Le naufrage de la gauche politique face au Covid

30/11/2021 – <https://qq.media/...> (QG le média libre)

L'incompréhension des partis et intellectuels de gauche face à la situation engendrée par le Covid aura des conséquences désastreuses. Une fois de plus c'est l'extrême-droite qui a réussi à capter la dissidence populaire, réduisant toute chance de renverser son hégémonie. N'y avait-il vraiment aucune critique progressiste à formuler à l'encontre de la mise en quarantaine d'individus en bonne santé, de laboratoires avides de milliards, d'un tel moment de fragilité collective utilisé cyniquement pour lamener toutes les libertés publiques ?

Par Toby GREEN (professeur d'histoire au Kings College London, auteur de *The Covid Consensus: The New Politics of Global Inequality*) et Thomas FAZI (écrivain, journaliste et traducteur, auteur de *Reclaiming the State*).

Cet article a été publié le 23 novembre 2021 sur *UnHerd*. Il a été traduit par Laurent Mucchielli, directeur de recherche au CNRS, et nous le publions avec l'aimable autorisation des auteurs.

Tout au long des différentes phases de la pandémie mondiale, les préférences des gens en termes de stratégies épidémiologiques ont eu tendance à recouper étroitement leur orientation politique. Depuis que Donald Trump et Jair Bolsonaro ont exprimé des doutes quant au bien-fondé d'une stratégie de confinement en mars 2020, la plupart des libéraux et de ceux qui se situent à gauche de l'échiquier politique occidental se sont empressés d'adhérer à cette stratégie, tout comme ils adhéreront ensuite à la logique des passeports vaccinaux. Aujourd'hui, alors que les pays européens expérimentent des restrictions de plus en plus importantes à l'égard des personnes non vaccinées, les commentateurs de gauche – habituellement si prompts à défendre les minorités victimes de discrimination – se distinguent par leur silence.

En tant qu'écrivains qui se sont toujours positionnés à gauche, nous sommes troublés par cette tournure des événements. N'y a-t-il vraiment aucune critique progressiste à formuler à l'encontre de la mise en quarantaine d'individus en bonne santé, alors que *les dernières recherches* indiquent qu'il existe qu'une différence infime en termes de transmission du virus entre les personnes vaccinées et non vaccinées ? La réponse de la gauche au covid apparaît maintenant comme faisant partie d'une crise plus large dans la politique et la pensée de gauche – une crise qui dure depuis au moins trois décennies. Il est donc important d'identifier le processus par lequel cette crise a pris forme.

### La gauche a adopté le confinement pour de mauvaises raisons

Au cours de la première phase de la pandémie – celle des confinements – ce sont les partisans de la droite culturelle et économique qui ont été les plus enclins à souligner les dommages sociaux, économiques et psychologiques en résultant. Dans le même temps, le scepticisme initial de Donald Trump à l'égard de ce verrouillage de la société a rendu cette position intenable pour la plupart de ceux qui penchent vers la gauche culturelle et économique. Les algorithmes des médias sociaux ont ensuite alimenté davantage cette polarisation. Très rapidement, les gauches occidentales ont donc adopté le confinement, considéré comme un choix « pro-vie » et « pro-collectif » – une politique qui, en théorie, défend la santé publique ou le droit collectif à la santé. Pendant ce temps, toute critique des confinements était stigmatisée comme une approche « de droite », « pro-économie » et « pro-individuelle », accusée de privilégier le « profit » et le « *business as usual* » sur la vie des gens.

En somme, des décennies de polarisation politique ont instantanément politisé une question de santé publique, sans permettre aucune discussion sur ce que serait une réponse cohérente de la gauche. En même temps, la position de la gauche l'éloignait de toute forme de base ouvrière, puisque les travailleurs à faible revenu étaient les plus gravement touchés par les impacts socio-économiques des politiques de confinement continu, et étaient également ceux qui étaient les plus susceptibles de travailler pendant que les classes moyennes et supérieures découvriraient le télétravail et les réunions Zoom. Ces mêmes lignes de fracture politiques sont apparues pendant les campagnes vaccinales, puis avec la question des passeports sanitaires. La résistance est associée à la droite, tandis que les membres de la gauche traditionnelle soutiennent généralement les deux mesures. L'opposition est diabolisée comme un mélange confus d'irrationalisme anti-science et de libertarisme individualiste.

Mais pourquoi la quasi-totalité des partis et des syndicats de gauche ont-ils soutenu pratiquement toutes les mesures proposées par les gouvernements dans la gestion du Covid ? Comment une vision aussi simpliste de la relation entre la santé et l'économie a-t-elle pu émerger, une vision qui tourne en dérision *des décennies de recherches en sciences sociales* montrant à quel point la richesse et la santé sont liées ? Pourquoi la gauche a-t-elle ignoré *l'augmentation massive des inégalités, l'attaque*

*contre les pauvres*, contre *les pays pauvres*, contre *les femmes* et contre *les enfants*, le *traitement cruel des personnes âgées*, et l'énorme augmentation de la richesse des individus et des sociétés les plus riches résultant de ces politiques ? Comment, en ce qui concerne le développement et le déploiement des vaccins, la gauche a-t-elle fini par ridiculiser l'idée même que, compte tenu de l'argent en jeu, et alors que BioNTech, Moderna et Pfizer gagnent actuellement à eux trois *plus de 1.000 dollars par seconde* avec les vaccins Covid, les fabricants de vaccins pourraient avoir des motivations autres que le « bien public » en jeu ? Et comment est-il possible que la gauche, souvent en butte à la répression de l'État, semble aujourd'hui inconsciente des implications éthiques et politiques inquiétantes des passeports sanitaires ?

Alors que la guerre froide a coïncidé avec l'ère de la décolonisation et la montée d'une politique antiraciste mondiale, la fin de la guerre froide a marqué le début d'une crise existentielle pour les partis politiques de gauche. La montée de l'hégémonie économique néolibérale, de la mondialisation et du transnationalisme d'entreprise a sapé *la vision historique de l'État organisant la redistribution*. En outre, *comme l'a écrit* le théoricien brésilien Roberto Mangabeira Unger, la gauche a toujours prospéré dans les périodes de grande crise (la révolution russe a bénéficié de la première guerre mondiale et le réformisme social des suites de la deuxième guerre mondiale). Cette histoire peut expliquer en partie le positionnement de la gauche aujourd'hui : amplifier la crise et la prolonger par des restrictions sans fin est peut-être considéré par certains comme un moyen de reconstruire la politique de gauche après des décennies de crise existentielle.

### La gauche n'a pas compris le rôle de l'État dans la gouvernance néo-libérale

La mauvaise compréhension de la nature du néolibéralisme par la gauche peut également avoir affecté sa réponse à la crise. La plupart des gens de gauche pensent que le néolibéralisme a impliqué un « retrait » ou un « évidement » de l'État en faveur du marché. Ils ont donc interprété l'activisme du gouvernement tout au long de la pandémie comme un « retour de l'État » bienvenu, potentiellement capable, selon eux, de renverser le projet prétendument anti-étatique du néolibéralisme. Le problème avec cet argument, même en acceptant sa logique douteuse, est que *le néolibéralisme n'a pas du tout entraîné un dépérissement de l'État*. Au contraire, la taille de l'État en pourcentage du PIB *a continué à augmenter* tout au long de l'ère néolibérale.

Cela ne devrait pas être une surprise. Le néolibéralisme s'appuie sur une intervention extensive de l'État tout autant que le « keynésianisme », sauf que l'État intervient maintenant presque exclusivement pour servir les intérêts du grand capital, pour faire la police dans les classes ouvrières, renflouer les grandes banques et les entreprises qui feraient autrement faillite, etc. En effet, à bien des égards, le capital est aujourd'hui plus dépendant de l'État que jamais. Comme le notent *Shimshon Bichler et Jonathan Nitzan* : « *Au fur et à mesure que le capitalisme se développe, les gouvernements et les grandes entreprises deviennent de plus en plus imbriqués. (...) Le mode de pouvoir capitaliste et les coalitions de capitaux dominants qui le gouvernement ne nécessitent pas de petits gouvernements. En fait, à bien des égards, ils ont besoin de gouvernements plus forts* ». Aujourd'hui, le néolibéralisme s'apparente davantage à *une forme de capitalisme monopolistique d'État* – ou de *corporatocracy* – qu'au capitalisme de marché libre de petits États qu'il prétend souvent être. Cela explique en partie pourquoi il a produit des appareils d'État de plus en plus puissants, interventionnistes, voire autoritaires.

En soi, cela rend embarrassante la naïveté de la gauche qui se réjouit d'un « retour de l'État » inexistant. Et le pire, c'est qu'elle a déjà commis cette erreur auparavant. Même au lendemain de la crise financière de 2008, de nombreux membres de la gauche ont salué les importants déficits publics comme « *le retour de Keynes* » alors que, en réalité, ces mesures n'avaient pas grand-chose à voir avec Keynes, qui conseillait de recourir aux dépenses publiques pour atteindre le plein emploi, et visaient plutôt à soutenir *les coupables de la crise, les grandes banques*. Elles ont également été suivies d'*une attaque sans précédent* contre les systèmes de protection sociale et les droits des travailleurs dans toute l'Europe.

C'est un peu la même chose qui se produit aujourd'hui, alors que les contrats publics pour les tests Covid, les masques, les vaccins et, maintenant, les technologies de passeport vaccinal, sont attribués à des sociétés transnationales (souvent dans le cadre d'*accords louches qui transparent le copinage et les conflits d'intérêts*). Pendant ce temps, les citoyens voient leur vie et leurs moyens de subsistance bouleversés par la « nouvelle normalité ». Le fait que la gauche semble complètement inconsciente de ce phénomène est particulièrement déroutant. Après tout, l'idée que les gouvernements ont tendance à exploiter les crises pour renforcer l'agenda néolibéral est un élément essentiel de la littérature récente de la gauche. Pierre Dardot et Christian Laval, par exemple, *ont affirmé que* sous le néolibéralisme, la crise est devenue une

« méthode de gouvernement ». Plus célèbre encore, dans son livre *La stratégie du choc* (2007), Naomi Klein a exploré l'idée d'un « capitalisme du désastre ». Sa thèse centrale est que, dans les moments de peur et de désorientation du public, il est plus facile de réorganiser les sociétés : des changements spectaculaires de l'ordre économique existant, qui seraient normalement politiquement impossibles, sont imposés en succession rapide avant que le public ait eu le temps de comprendre ce qui se passe.

Emmanuel Macron, président de la République, avec Bernard Arnault (1ère fortune de France) et Vincent Bolloré, milliardaires à la tête de plusieurs entreprises du CAC40.

Une dynamique similaire est à l'œuvre aujourd'hui. Prenez, par exemple, les mesures de surveillance high-tech, les cartes d'identité numériques, la répression des manifestations publiques et la multiplication très rapide des lois introduites par les gouvernements pour lutter contre l'épidémie de coronavirus. Si l'on se fie à l'histoire récente, les gouvernements trouveront sûrement le moyen de rendre permanentes un grand nombre de ces règles d'urgence, comme ils l'ont fait avec *une grande partie de la législation antiterroriste de l'après-11 septembre*. Comme l'a noté *Edward Snowden* : « *Lorsque nous voyons des mesures d'urgence adoptées, en particulier aujourd'hui, elles ont tendance à être collantes. L'urgence a tendance à s'étendre* ». Cela confirme également les idées sur l'« état d'exception » avancées par le philosophe italien Giorgio Agamben, qui a pourtant été vilipendé par le courant dominant de la gauche pour sa position anti-confinement.

En définitive, toute forme d'action gouvernementale doit être jugée en fonction de ce qu'elle représente réellement. Nous soutenons l'intervention du gouvernement si elle sert à promouvoir les droits des travailleurs et des minorités, à créer le plein emploi, à fournir des services publics essentiels, à contenir le pouvoir des entreprises, à corriger les dysfonctionnements des marchés, à prendre le contrôle d'industries cruciales dans l'intérêt public. Mais au cours des 18 derniers mois, nous avons assisté à l'exact opposé : un renforcement sans précédent des mastodontes transnationaux et de leurs oligarques aux dépens des travailleurs et des entreprises locales. Un *rapport publié le mois dernier* sur la base des données de Forbes a montré que les seuls milliardaires américains ont vu leur fortune augmenter de 2 000 milliards de dollars américains pendant la pandémie.

Un autre fantasme de gauche qui a été démenti par la réalité est l'idée que la pandémie ferait naître *un nouvel esprit collectif*, capable de surmonter des décennies d'individualisme néolibéral. Au contraire, la pandémie a encore plus fracturé les sociétés : entre les vaccinés et les non-vaccinés, entre ceux qui peuvent récolter les bénéfices du travail intelligent et ceux qui ne le peuvent pas. De plus, un peuple composé d'individus traumatisés, arrachés à leurs proches, amenés à se craindre les uns les autres en tant que vecteurs potentiels de maladies, terrifiés par le contact physique, n'est guère un bon terrain pour la solidarité collective.

Mais peut-être la réponse de la gauche peut-elle être mieux comprise en termes individuels plutôt que collectifs. La théorie psychanalytique classique a établi un lien clair entre le plaisir et l'autorité : l'expérience d'un grand plaisir (assouvissant le « principe de plaisir ») peut souvent être suivie d'un désir d'autorité et de contrôle renouvelés, manifesté par l'*ego* ou le « principe de réalité ». Cela peut en effet produire une forme subvertie de plaisir. Les deux dernières décennies de mondialisation ont vu une énorme expansion du « plaisir de l'expérience », partagé par la classe libérale mondiale de plus en plus transnationale, dont beaucoup, de manière assez curieuse en termes historiques, se sont identifiés comme étant de gauche (et ont en effet usurpé de plus en plus cette position aux circonscriptions traditionnelles de la classe ouvrière de gauche). Cette augmentation massive du plaisir et de l'expérience vécue au sein des catégories sociales les plus fortunées s'est accompagnée d'un sécularisme croissant et de l'absence de toute contrainte ou autorité morale reconnue. Du point de vue de la psychanalyse, le soutien de cette classe aux « mesures Covid » s'explique assez facilement en ces termes : comme l'apparition souhaitée d'une coterie de mesures restrictives et autoritaires qui peuvent être imposées pour restreindre le plaisir, dans le cadre strict d'un code moral qui intervient là où il n'y avait pas auparavant.

### La gauche entretient une foi naïve dans la Science

Un autre facteur expliquant l'adhésion de la gauche aux « mesures Covid » est sa foi aveugle dans la « science ». Celle-ci trouve ses racines dans la foi traditionnelle de la gauche dans le rationalisme. Cependant, une chose est de croire aux vertus indéniables de la méthode scientifique, une autre est d'être complètement inconscient de la façon dont ceux qui sont au pouvoir exploitent la « science » pour faire avancer leur agenda. Pouvoir faire appel à des « données scientifiques solides » pour justifier ses choix politiques est un outil incroyablement puissant entre les mains des gouvernements. C'est, en fait, l'essence même de la technocratie. Toutefois, cela signifie qu'il faut sélectionner avec soin les « données

scientifiques » qui soutiennent son programme et marginaliser agressivement toute autre opinion, quelle que soit sa valeur scientifique.

C'est ce qui se passe depuis des années *dans le domaine de l'économie*. Est-il vraiment difficile de croire qu'une telle prise de contrôle par les entreprises se produit aujourd'hui dans le domaine de la science médicale ? Pas selon John Ioannidis, professeur de médecine et d'épidémiologie à l'université de Stanford. Ioannidis a fait la une des journaux au début de l'année 2021 lorsqu'il a publié, avec certains de ses collègues, *un article* affirmant qu'il n'y avait aucune différence pratique en termes épidémiologiques entre les pays qui avaient mis en place un système de verrouillage (type confinement) et ceux qui ne l'avaient pas fait. La réaction contre cet article – et contre Ioannidis en particulier – a été féroce, surtout parmi ses collègues scientifiques.

Cela explique sa récente dénonciation cinglante de sa propre profession. Dans un article intitulé « *How the Pandemic Is Changing the Norms of Science* », Ioannidis note que la plupart des gens – surtout à gauche – semblent penser que la science fonctionne selon « les normes mertonniennes de communautarisme scientifique, d'universalisme, de désintéressement et de scepticisme organisé ». Mais, hélas, ce n'est pas ainsi que fonctionne réellement la communauté scientifique, explique Ioannidis. Avec la pandémie, les conflits d'intérêts des entreprises ont explosé, et pourtant en parler est devenu un anathème. Il poursuit : « *Les consultants qui ont gagné des millions de dollars en conseillant des entreprises et des gouvernements ont obtenu des postes prestigieux, du pouvoir et des éloges publics, tandis que les scientifiques qui travaillaient bénévolement mais osaient remettre en question les récits dominants étaient accusés d'être en conflit. Le scepticisme organisé était considéré comme une menace pour la santé publique. Il y a eu un affrontement entre deux écoles de pensée, la santé publique autoritaire contre la science – et la science a perdu* ».

### La gauche s'est perdue, elle risque même de disparaître

En définitive, le mépris flagrant et la moquerie de la gauche à l'égard des préoccupations légitimes des gens (concernant les confinements, les vaccins ou les passeports sanitaires) sont honteux. Non seulement ces préoccupations sont enracinées dans des difficultés réelles, mais elles découlent également d'une méfiance légitime envers les gouvernements et les institutions qui ont été indéniablement capturés par les intérêts des entreprises. Quiconque, comme nous, est favorable à un État véritablement progressiste et interventionniste doit répondre à ces préoccupations, et non les rejeter.

Mais là où la réponse de la gauche s'est avérée la plus insuffisante, c'est sur la scène mondiale, en ce qui concerne la relation entre les restrictions de libertés et l'aggravation de la pauvreté dans le Sud. N'a-t-elle vraiment rien à dire sur l'énorme augmentation des mariages d'enfants, l'effondrement de la scolarisation et la destruction de l'emploi formel au Nigeria, où l'agence nationale de statistiques suggère que *20% des personnes ont perdu leur emploi* pendant les confinements ? Qu'en est-il du fait que le pays présentant les chiffres les plus élevés en matière de mortalité Covid et de taux de surmortalité pour 2020 est le Pérou, qui a connu *l'un des confinements les plus stricts au monde* ? Sur tout cela, elle a été pratiquement silencieuse. Cette position doit être considérée en relation avec la prééminence de la politique nationaliste sur la scène mondiale : l'échec électoral des internationalistes de gauche tels que Jeremy Corbyn signifie que les questions mondiales plus larges ont eu peu de prise lorsqu'il s'est agi de considérer une réponse plus large de la gauche occidentale au Covid-19.

Il convient de mentionner que certains mouvements de gauche, radicaux et socialistes, se sont prononcés contre la gestion actuelle de la pandémie. Il s'agit notamment de *Black Lives Matter* aux États-Unis, des *Left Lockdown Sceptics* au Royaume-Uni, de la gauche urbaine chilienne, de *Wu Ming* en Italie et, surtout, de l'alliance des sociaux-démocrates et des Verts qui gouverne actuellement la Suède. Mais tout le spectre de l'opinion de gauche a été ignoré, en partie en raison du petit nombre de médias de gauche, mais aussi en raison de la marginalisation des opinions dissidentes par cette même gauche intellectuellement dominante.

Au final, il s'agit d'un échec historique de la gauche, qui aura des conséquences désastreuses. Toute forme de dissidence populaire est susceptible d'être captée une fois de plus par l'extrême-droite, réduisant à néant toute chance pour la gauche de gagner les électeurs dont elle a besoin pour renverser l'hégémonie de la droite. Pendant ce temps, la gauche s'accroche à une technocratie d'experts sévèrement minée par ce qui s'avère être une gestion catastrophique de la pandémie en termes de progressisme social. Alors que toute forme de gauche viable et éligible s'évanouit dans le passé, le débat contradictoire et la liberté de ne pas être d'accord, qui sont au cœur de tout véritable processus démocratique, risquent fort de disparaître avec elle.